Le monde doit changer de bases

lundi 20 avril 2026, par Denis COLLIN

Optimiste, *L'Internationale* annonçait : « le monde va changer de bases ». Je ne sais pas s'il va changer de base, je ne suis pas prophète et les jours de blues, j'en désespère. Mais une chose est certaine : le mode de production capitaliste court à la catastrophe. Dans 25 ans ou dans 50 ans, et peut-être avant. Dans 25 ans, c'est demain et dans 50 ans, ce sera plus que l'âge mûr et le début de la vieillesse pour mes petits-enfants.

Catastrophe ? Ne soyons pas catastrophistes, répète-t-on pour la conjurer. C'est exactement à l'inverse qu'il faut raisonner et, de ce point de vue, j'ai mis un certain temps à admettre le principe de Jean-Pierre Dupuy, celui du « **catastrophisme éclairé** ». La catastrophe est, chez les Grecs, le dénouement de la tragédie. Entamée avec la première guerre, poursuivie dans la seconde et maintenue sous tension pendant la troisième guerre mondiale (la « guerre froide »), nous voyons se nouer les fils de la quatrième, celle qui pourrait vraiment être « la der des der », tant les puissances d'anéantissement de l'humanité ne cessent de gonfler. Marx l'avait déjà noté, le capital se développe avec la croissance des forces productives, mais « Ces forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles deviennent pour la plupart des forces destructives » (*Idéologie Allemande*).

Quand on apprend que le budget militaire des États-Unis est supérieur à la somme des budgets des dix pays qui suivent dans l'ordre des dépenses militaires, et que, de plus, ce budget devrait augmenter de 40 % l'année prochaine, quand on apprend que la plupart des pays, à un moindre niveau, suivent la même trajectoire, que l'Allemagne réarme, que la Chine dispose de missiles à tête nucléaires capables d'atteindre les États-Unis à une vitesse de 10 000 km/h et de déjouer les dispositifs antimissiles, on comprend qu'il est plus que temps de sortir des niaiseries panglossiennes et de comprendre que le monde dominé par le mode de production capitaliste n'est pas le meilleur des mondes possibles.

Même si la guerre mondiale ouverte n'est qu'une hypothèse, quand on voit l'état de décomposition mentale et morale des classes dirigeantes, on ne peut qu'être très inquiet. Trump pourrait bien être l'arbre qui cache la forêt d'une armée de fous furieux, non seulement à la tête des États — il n'est pas sûr que Merz ou von der Leyen valent plus que Trump — mais aussi à la tête des grandes entreprises capitalistes, notamment celles qui œuvrent dans la « tech ». Il y a ici un facteur psychologique que l'on aurait tort de négliger.

Admettons encore que cette folie soit contenue, que les idiots soient moins dangereux qu'on ne pourrait le craindre. C'est la dynamique du mode de production capitaliste « normal », pacifique et productif qui conduit à la catastrophe. C'est encore Marx qui disait que le capital détruit les deux sources de la richesse, la Terre et le travail. Le slogan des Républicains américains, *« Drill, baby, drill »*, qui peut être traduit par « Fore, chéri, fore » exprime quelque chose de profondément vrai. Contrairement au ramassis de bêtises enseignées dans les écoles de commerce, voire « nobélisées », en dernier recours, la production de valeur que l'on peut accumuler (capital) suppose la production de marchandises, qui sont des choses physiques en même temps que des choses « suprasensibles », de la valeur. La production de valeur sans production réelle n'est que la production de capital fictif qui, faute de se réaliser, s'envolera en fumée. Et, pour produire des choses physiques, il faut forer

sans cesse, extraire de la Terre tout ce qu'elle a dans le ventre. On peut semer le blé et garder la semence pour recommencer l'année suivante, mais le cuivre, le cobalt, les « terres rares » ne sèment et ne poussent pas et leur recyclage, outre qu'il demande beaucoup d'énergie, est toujours très partiel. Autrement dit, même si le changement climatique (le mot « réchauffement » est en train de disparaître…) ne ruine pas tout le système économique mondial, la question des ressources va devenir de plus en plus dramatique. En 2019, l'humanité consommait l'équivalent de 1,7 planète Terre par an en ressources renouvelables… On a récemment battu le record d'extraction de charbon, dont la production a été multipliée par 9 au cours du siècle passé. On voit bien que ça ne peut pas durer. Les optimistes, ceux que Philippe Bihouix appelle les « cornucopiens », ceux qui croient en la corne d'abondance, qui croient avec la foi du charbonnier que la technoscience nous sortira de ce bourbier. [1] Quant à ceux qui croient qu'un jour avec la fusion nucléaire, nous disposerons d'une énergie gratuite et illimitée, ils rêvent debout et devraient commencer par arrêter les stupéfiants. Du reste, si cette énergie gratuite et illimitée était possible, la situation serait encore plus catastrophique et les technosolutionnistes auraient tôt fait de détruire complètement la planète.

En ce qui concerne le travail, l'obsession du capital est aujourd'hui l'élimination du travail humain. L'IA devrait jeter sur le pavé des millions de « cols blancs ». On espère aussi que l'IA pourra accélérer les progrès de la robotique et éliminer une partie du travail manuel. Toute la marche de la technoscience capitaliste, nonobstant l'énergie et les matières premières qu'elle consomme, vise à l'élimination. C'est ce que promettent Bill Gates et Elon Musk ! Petit problème, déjà soulevé par Marx, le remplacement du travail humain par du « capital constant » conduit à la baisse du taux de profit. Une société sans travail serait une société capitaliste sans plus-value et donc un capitalisme mort, une société de machines digne des scénarios de SF. En fait, une société capitaliste ultra-mécanisée et automatisée aurait besoin d'esclaves pour tout ce qui n'est pas encore automatisable (comme les demi-esclaves des mines du Congo) et serait confrontée à une plèbe à nourrir comme la Rome antique. C'est déjà en partie la situation présente. Mais le développement de la situation présente ne peut conduire qu'au pourrissement général de la société. De quelque manière que l'on tourne la question, l'élimination du travail conduit au pire.

Dans le mode de production capitaliste, il n'y a aucune issue. L'émergence de nouveaux pays capitalistes dynamiques — le fameux « Sud global » — ne fait qu'accélérer les processus. Le « modèle chinois » du capitalisme, par exemple, suppose un pouvoir totalitaire, un monde qui se laisse exploiter sans rien dire et des consommateurs en Chine et hors de Chine. Mais si la Chine rafle tout, les consommateurs extérieurs vont se faire plus rares et si les capitalistes chinois augmentent les salaires chinois, les marchandises chinoises perdront de la compétitivité. La Chine doit préserver sa place au soleil et chercher à étendre son influence, à délocaliser (en Afrique, par exemple) et entrer ainsi dans le grand cirque de l'impérialisme et du partage du monde. Chinois ou pas, le capitalisme est confronté aux mêmes contradictions et l'Empire du Milieu va, du reste, perdre un à un ses atouts… comme les autres empires les ont perdus.

Plus généralement, la croyance dans une sorte de régénération du mode de production capitaliste dans le Sud global, contre un « Nord collectif » décadent est simplement un nouveau spectacle de la société du spectacle. Il n'y pas d'alternative capitaliste au capitalisme, qu'il soit nord-américain, rhénan, chinois ou islamique. Pas d'alternative, sinon la destruction et la guerre.

***

Reste que nous n'avons pas de vision bien claire de ces nouvelles bases sur lesquelles il faudrait reconstruire la société. Nous n'avons pas de vision bien claire, car ce qui s'impose, si on veut préserver l'humanité de la catastrophe, c'est un changement radical de manière de voir le monde et un changement radical dans nos espoirs et nos idées de la vie bonne. Contentons-nous d'en donner quelques lignes, en allant de l'immédiatement possible (parce qu'existant déjà en partie) pour aller

vers le désirable.

Partons d'un constat : l'homme est un animal communautaire. Mais dans le mode de production capitaliste, les communautés sont impitoyablement détruites, comme Marx l'avait déjà souligné. Nous ne pouvons pas vouloir revenir aux communautés archaïques qui étouffent l'individu et nous ne pouvons nous satisfaire des « sociétés liquides » comme les nôtres, des sociétés d'individus isolés comme des pions au jeu de trictrac pour reprendre une expression d'Aristote. Nous devons nous fixer comme objectifs des communautés d'hommes libres, des communautés dans lesquelles chacun peut donner son avis et donner ou non son accord aux propositions communes si bien que la communauté, c'est-à-dire des rapports entre les humains, le lien aux autres, devient ce qui nous est le plus précieux.

Cela s'appelait jadis démocratie, une démocratie directe, de la base du sommet et non les oligarchies à façades démocratiques que nous connaissons. Démocratie dans la cité et au travail. « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! » Le mouvement coopératif (coopératives ouvrières, coopératives de paysans, coopératives de secours mutuels) donne une idée de ce qui est possible sans tomber dans la logique capitaliste. Évidemment, une coopérative soumise aux lois du marché dans une société dominée par le mode de production capitaliste aura du mal à vivre. L'avenir coopératif se nommait jadis communisme. Qu'est-ce que le communisme ? Tout simplement la généralisation de la coopérative, c'est-à-dire l'organisation du bien commun, hors duquel aucune vie humaine digne de ce nom n'est possible.

L'homme est né libre, disait Rousseau. Et partout il est dans les fers. Il est dans les fers de l'extension continue du contrôle étatique, bureaucratique et technocratique. À cette étatisme croissant, il faut opposer la débureaucratisation, la décentralisation, et l'État à bon marché. Tout d'abord question de taille : un État gigantesque est forcément non démocratique. Demander une Chine démocratique, c'est largement illusoire. Ce qui devrait prévaloir, c'est un modèle fédératif où le niveau fédéral ne s'occupe que de ce qui concerne le commun aux entités fédérées (principe subsidiarité, je sais, c'est un principe énoncé par l'Église, mais un principe juste). La France d'aujourd'hui est beaucoup trop centralisée et toutes les réformes dites de décentralisation ou de déconcentration n'ont fait qu'aggraver ce mal. Or, l'expérience montre que plus les décisions sont prises au plus près des habitants et plus elles ont une chance d'être de bonnes décisions. D'une certaine manière les États modernes fonctionnent tous plus ou moins sur le modèle soviétique. C'est avec cela qu'il faudrait rompre. [2]

Un État à bon marché signifierait aussi que les élus sont révocables en cours de mandat (ils ont des comptes à rendre) et que les salaires des élus n'excèdent pas ceux d'un salarié qualifié (par exemple, on pourrait les caler l'échelle moyenne des cadres A de la fonction publique). Bref : un État type « commune de Paris, 1871 ». Il faudrait aussi, évidemment, des mandats courts avec un renouvellement limité. Être tour à tout gouvernant et gouverné, telle était l'excellente définition du citoyen selon Aristote.

On ne peut vouloir supprimer les nations qui sont des créations historiques ayant leur raison d'être et on doit respecter les spécificités nationales — jusqu'à un certain point, c'est-à-dire tant qu'elles ne mettent pas en danger la paix et tant que les droits essentiels sont en gros garantis. La seule chose que l'on puisse mettre en œuvre à l'échelle internationale, c'est un traité de paix selon les lignes définies par Kant dans son *Projet de traité de paix perpétuelle* et repris par Rawls dans *Paix et démocratie*.

Ce qui me semble nécessaire est de redéfinir les grands principes de justice pour une société qu'on aurait appelée « socialiste » dans les temps anciens. Un tel socialisme ne décharge pas les individus de leur responsabilité. Au contraire. La protection sociale devrait se limiter à la protection contre la

maladie et les handicaps, à l'aide à la maternité, et à la retraite. L'objectif d'une société nouvelle serait de rendre effectif le droit au travail pour tous et que, ceci étant acquis, on applique le principe paulinien, « qui ne travaille pas ne mange pas ». Il y a du travail pour tout le monde, même et surtout en supprimant les emplois parasitaires et « *bullshit jobs* ». Comme il faudrait passer à « l'âge des low techs », pour reprendre l'expression de Philippe Bihouix, remettre des gens dans les guichets, des caissières aux caisses, et faire face au vieillissement de la population, il faudra que tout le monde s'y mette et que tout le monde mette la main à la pâte. En outre, dans une entreprise, avant de devenir cadre, un cadre devrait faire un passage d'une durée significative à la production, histoire de voir quel effet ça fait. Cela pourrait aussi valoir pour les professeurs, etc.

Ce que je viens de proposer ne prétend pas à l'efficacité et encore moins à la croissance, et suppose qu'on renonce à l'utopie du progrès, mais je vise simplement la robustesse, celle d'un monde durable. Si on prend son temps pour prendre des décisions, si on prend son temps pour faire « sa carrière », on prendra moins de décisions, on sera moins mu par l'ambition, le besoin d'être le premier et de gagner toujours plus et on évitera beaucoup de sottises et de gaspillages. Mais tout cela suppose qu'on a rompu avec la recherche de la production pour la production, de la puissance accumulée sans limite. Ce que nous produisons, c'est notre métabolisme avec la nature et il font donc le régler pour rester dans un monde vivable.

Ce qu'il faudrait espérer, c'est un changement dans l'âme même des humains : ne plus vouloir plus que notre mesure, nous contenter d'un honnête confort, d'une aisance matérielle modeste, de remplacer l'avoir par l'être, ne pas avoir plus de tout, de tout ce qui s'entasse et finit dans les déchetteries, mais toujours rechercher à être plus pleinement soi, soi avec les autres, soi avec soi-même dans la méditation. Tout cela paraît impossible, irréaliste, voire nocif à beaucoup de gens, parce que nous avons été éduqués depuis des siècles et peur-être des millénaires à vouloir posséder plus, à vouloir être en haut pour dominer ceux qui sont en bas, dans la compétition, la rivalité, l'esprit de guerre. Il n'y a que les philosophes pour dire que les seules victoires qui comptent sont les victoires sur soi-même et encore, ils disent cela si abstraitement que personne ne sait vraiment ce que cela voudrait dire. Je ne pense pas nécessaire d'aller plus loin, pour justement ne pas trop se contenter de formules abstraites. Il suffit de marquer qu'un changement institutionnel ou dans les rapports sociaux de production ne suffira pas et serait même voué à l'échec si on ne prend pas en compte, dès le départ, la dimension morale du problème que nous avons à résoudre.

Le 20 avril 2026 — Denis Collin

Notes

[1] Sur toutes ces questions, lire les livres de Philippe Bihouix et notamment l'excellente bande dessinée *Ressources*, et également les travaux d'Aurore Stéphant, sans oublier les travaux de Jean-Marc Jancovici.

[2] J'avais esquissé certaines propositions dans *Revive la République*, Armand Colin, 2005